



N°15 du 5 mars 2022

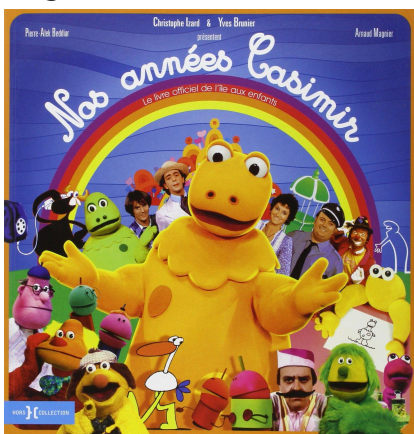
ÉDITO

L'ÎLE AUX ENFANTS

Il ne vous a pas échappé qu'une certaine expertise en sigles était nécessaire pour comprendre quelque chose à la préparation de la rentrée scolaire dans le second degré. Vous vous êtes sans doute habitués à l'immuable DGH (celle pour laquelle on ne peut rien faire...) ainsi qu'au délicat TRMD (« vous n'allez quand même pas voter contre, c'est le fruit d'une concertation de tous les instants »...). Le terme **BMP** est progressivement rentré dans le vocabulaire enseignant, car utilisé avec tact, **il évite de créer des postes** quand Jean-Mimi veut continuer à en supprimer (déjà plus de 7000 détruits dans le second degré depuis 2017!).

Familiarisez-vous dès à présent avec les termes CSD et CSR qui fleurissent un peu partout dans les conseils pédagogiques et d'administration et qui permettent de ne pas utiliser l'abominable MCS (mesure de carte scolaire). **Nombreux sont les collègues qui viennent donc d'apprendre qu'ils travailleront sur plusieurs établissements l'an prochain.**

C'est d'autant plus regrettable que la DSM (division des services et moyens du Rectorat) a pris la sale habitude de fournir le minimum de moyens aux EPLE en janvier pour ouvrir les classes manquantes fin juin, début juillet... **Trop tard pour créer des postes ou revenir sur les compléments de services**, mais plutôt efficace pour augmenter le nombre d'HSA ou recourir à des contractuels.



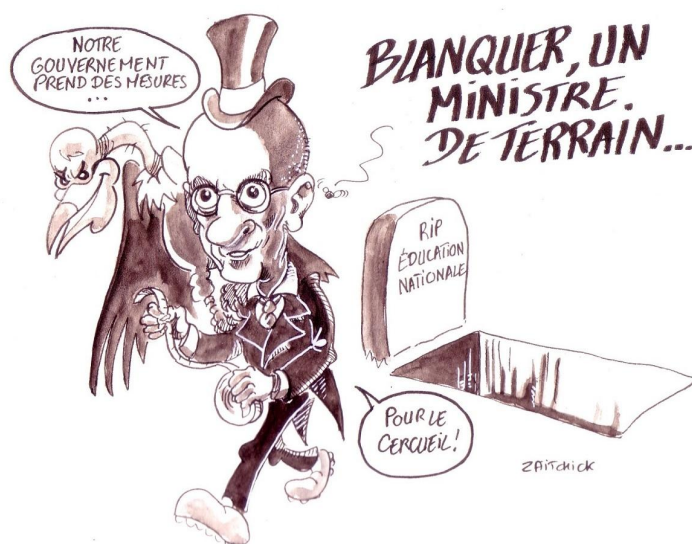
Heureusement, nos chefs, toujours partants pour minimiser les pertes et sauver la face, organisent désormais un mercato par bassin : « Qui a besoin de 6 heures en SES ? J'ai un petit jeune bien sous tous rapports à te conseiller » ; « Super, tu voudrais pas héberger mon prof de SPC à mi-temps en échange ? »

Désolé de casser l'ambiance, mais il faut reconnaître que l'ennemi est très doué et rend la lutte compliquée. **Entre les collègues qui ne se sentent pas concernés et ceux qui adorent les heures sup'**, pas facile de sauver le dernier arrivé, alors que seule la lutte collective paie... **Et nos enfants là-dedans, tout le monde s'en fout ?**

Allons, détendons-nous, et chantons tous en cœur avec [Casimir](#) !

ECOLE OUVERTE...COMME UN TROU D'OBUS !

On peut se dire que le métier d'enseignant est tombé bien bas, quand c'est au Sénat, majoritairement à droite, qu'on le défend : dans un [rapport de la fin d'année dernière](#) sur notre salaire, il constate qu'« en euros constants, les enseignants français ont perdu entre 15 et 25 % de rémunération au cours des 20 dernières années » ; « les salaires des professeurs sont inférieurs à celui des actifs du privé de 21 % dans le pré-élémentaire, 23 % dans l'élémentaire et 12 % au collège ». De même, pour le **nombre d'élèves par classe** : « Dans le premier degré, la France présente le **taux le plus fort** au sein de l'Union européenne », avec une même tendance pour le second degré. L'OCDE avait déjà [signalé](#) que « sur 33 systèmes éducatifs étudiés, la France est au 22ème rang pour le coût salarial de ses enseignants. **Aucun grand pays développé ne dépense aussi peu pour ses enseignants (...)** Tous les grands pays développés sont devant eux, mais aussi la Slovénie, la Grèce et la Lituanie par exemple. Cet écart énorme est dû à la **faiblesse du salaire** doublé du **nombre important d'élèves par professeur**. »



Mais en [décembre 2021](#), la **Cour des comptes, rebelle**, trouve la solution miracle : **les profs, ça coûte cher**, même si c'est [moins absent que les autres salariés](#), alors, pour encourager les vocations, il suffit d'**annualiser leurs services**, d'**inclure le remplacement dans leurs obligations de services**, de mettre en place la **bivalence** et surtout de « **renforcer les prérogatives de l'encadrement** », bref, **des personnels de direction**, pour mettre au pas tous ces fainéants. Et Blanquignol a lui aussi une idée de génie : un nouvel arrêté sur les **stagiaires titulaires**

d'un **master MEEF** décrète qu'ils sont **envoyés dans les classes avec l'horaire normal** de cours des professeurs de leur corps. En voilà une solution efficace !

Mais ça n'est pas encore assez, alors **mi-février**, [un ministre lâche à France Info](#), sous couvert d'anonymat - c'est pratique, ça permet de sonder et de préparer la population -, que le plus simple, pour avoir des profs, c'est de **mettre fin au Capes et au statut de fonctionnaire**. C'est tellement gros que sur le coup j'ai cru à un fake... et non ! Mais moi, [j'ai encore confiance](#), comme Didier !

Alors, qui va gagner le million... de voix des profs ?

N'oubliez pas : **si vous votez... éliminez !**



CORONA, OU LE PIRE N'EST PAS TOUJOURS SÛR !

Le Covid, élu meilleur allié contre le "Bac de mars" ?

Admirez comment il a su annuler la contrainte de Parcoursup trois ans de suite !

La grande usine à gaz de Parcoursup, voulant le maximum de notes dans son grand ordinateur, **exigeait une année de terminale quasi achevée début mars** ; le temps d'ingérer et de digérer les données, vous comprenez.

Elle prévoyait donc l'allègement des épreuves en juin (philo et "grand" oral), et la **démobilisation des lycéens de terminale la première semaine de mars** après leurs épreuves écrites de spécialité.

"[Mai mai mai, parie Mai](#) !" : pari gagné par le Covid pour reporter ces épreuves mi-mai. Les deux dernières années, il les avait même fait annuler et l'on avait dû se rabattre sur le contrôle continu.

Là où tous les arguments des profs n'ont pas pu entrer dans le pavillon de l'oreille du ministre, **le Covid que l'on sait attaquer les voies ORL a triomphé !**

Autrement dit, la force démobilisatrice du virus a su venir à bout de la **démobilisation programmée par Parcoursup : il nous rajoute mars, avril et mai. Trois mois pour approfondir les notions.** C'est mathématique : moins par moins égale plus !

Et la logistique Parcoursup ? Bah... tant que le virus n'est pas informatique, on s'arrange toujours au ministère ! Et, si nécessaire, [rappelez-vous](#), on fera porter le chapeau à la Corée du Nord...

MERCREDI 26 JANVIER 2022 : PREMIER JOUR DU DÉPASSEMENT UNIVERSITAIRE !

On tâche de vous éclairer. Un peu comme le 29 juillet 2021 a été le 1er jour de dépassement où l'humanité a dépensé l'ensemble des ressources que la terre peut générer en 1 an (oh ça va, les écolos alarmistes...), le 26 janvier est la date symbolique à partir de laquelle les cours en fac de l'année 2021-2022 cesseraient, si l'on se contentait des heures statutaires des enseignants chercheurs. Sous-financé, l'enseignement supérieur a recours aux heures supplémentaires (donc moins de temps pour la recherche), aux vacataires et aux contractuels.

De là à rendre l'université payante

Le méprisant petit personnage qui fait office de **chef d'Etat** affirmait, lors de la conférence des présidents d'université (13/01/22), qu'**on ne pouvait rester dans «un système où l'Enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants** », en raison de la « *difficulté à financer un modèle* » qui serait selon lui « *beaucoup plus financé sur l'argent public que partout dans le monde* ». La boulette !

Pour calmer la polémique, le 18 janvier, Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, vaillant petit soldat, montait au créneau à l'Assemblée nationale, soutenant que Manu n'avait « pas parlé une seconde d'augmenter les droits d'inscription ». Mais le public reste chafouin. Du coup, en goguette quelques jours plus tard au lycée agricole d'Ahun dans la Creuse, Jupiter rétropédale.

Il nous prendrait pas pour des buses, le guignol en campagne !?

Pour SUD éducation, les propos de Macron constituent de graves attaques contre le service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, contraires à la vision de l'université que nous défendons. Ils ouvrent ainsi la voie à sa privatisation et à sa libéralisation : les étudiant-e-s devraient s'endetter pour poursuivre leurs études.

POUR UN SERVICE D'ÉDUCATION PUBLIC ET GRATUIT !!!!

LA VIE **RÊVÉE** DES (TROIS) CHEFS

La concurrence est rude, c'est à croire que nos chefs **se battent** pour figurer dans cette rubrique ! Il nous a fallu un long débat pour les départager. Voici en exclusivité, pour toi seulement, lecteur, le trio gagnant :



Avec mon chef, c'est compliqué. Surtout pour moi.

Pour lui, c'est très simple : **il me dit non**. Tels niveaux ? Non. Temps partiel ? Non... J'en passe et des meilleures. L'autre jour, grande émotion, il m'a dit oui. Devant ma confusion, il s'est fendu d'une explication. Une belle, alors je partage :

« *J'ai mis favorable. Vous comprenez, j'ai déjà refusé votre demande de travail à 80 %... Je ne voudrais pas que ça passe pour du **harcèlement**.* »

Eh non, ça serait ballot. Mais à sa place, je ne m'inquiétera pas trop : un chef de service n'ira pas contre son avis, aussi arbitraire soit-il.

Si l'Armée est la Grande Muette, **le Rectorat reste le Grand Sourd**.

* * *

Nous sommes en 2022, un lundi 21 février. Le cyclone Emnati sévit dans le Sud sauvage. Tous les établissements scolaires sont fermés. Tous ? Non ! Un petit lycée d'irréductibles travailleurs résiste encore et toujours aux intempéries : **sa direction a décidé unilatéralement de maintenir le CA, et même de l'avancer dans la journée !** Et la vie n'est pas facile pour les élus avertis le jour même par téléphone, « invités » à se déplacer en phase de sauvegarde même s'ils habitent à trois quarts d'heure de route.

Heureusement, grâce au zèle et à l'esprit de responsabilité de certains représentants élus, le quorum est atteint : malgré l'absence d'information officielle sur le changement d'heure, et au mépris des règles en vigueur, sans que soit recontacté le collègue qui s'apprêtait à respecter l'heure annoncée sur la convocation, le CA a lieu, et un TRMD d'anthologie est voté sous les vivats de la foule en liesse - que vous n'avez certainement pas entendus : le vent violent, la pluie battante couvraient paraît-il les échanges...

Les questions posées par la liste Sud sur l'absence de documents légaux (RSST, DUER) sont balayées d'un revers de main et non traitées car considérées comme non pertinentes. Ne seraient-elles pas plutôt « impertinentes » ?

Mettre sur la route les élus, élèves, parents, agents, enseignants un jour de fermeture cyclonique, alors que les conditions météo étaient catastrophiques, **il fallait oser.**

Le Sud sauvage n'a jamais aussi bien porté son nom.



« **Je vais le dire à môman** »

Vous vous souvenez de la récré, quand on n'avait pas le dernier mot, l'argument suprême était : « je vais le dire à ma maman ! » ? Certains chefs ont encore cette nostalgie de l'enfance, probablement encouragés par la certitude de pouvoir se réfugier dans les jupons de l'Institution (avec un grand « i » comme dans *Irresponsable*).

Une collègue est menacée dans l'exercice de ses fonctions, en plein cours ? Ni une, ni deux, fidèle à sa logique « d'abord j'fais c'que j'veux », notre proviseure, au lieu de faire remonter l'information, prend son courage à... **demain** et fait convoquer notre collègue au Rectorat pour «manquement pédagogique »... **La commission de réforme a beau confirmer l'accident**, il y a problème, car **on ne saurait désavouer un personnel de direction**. Une si grande solidarité, à SUD, ça nous bouleverse...

C'est sûr que notre *bienveillant* employeur est emmerdé : ignorer le RSST, document à valeur juridique, est-ce bien malin ? Mais devoir payer les dégâts ? **La Sécu est faite pour ça, non ?** La justice nous le dira.



Professeur en plein dialogue avec sa direction
(colorized, mars 2022)



Vous avez été (trop) nombreux à nous contacter pour participer au stage « *Pédagogies critiques et émancipatrices* », que nous organisons fin avril. Nous avons eu beau faire deux sessions de deux jours chacune, les places ont été prises d'assaut (comme dirait Poutine).



Tu es beau, jeune, et rêves pour le prochain stage d'avoir un **pass VIP** ?
N'hésite plus,
franchis le pas :

ENLARGE YOUR
déduction fiscale avec
SUD ÉDUCATION RÉUNION,
le syndicat le plus cher
de l'académie !
**VOUS AUSSI, REJOIGNEZ
CE CLUB TRÈS SELECT !!!**
SUD ÉDUCATION RÉUNION,
le syndicat qui
DONNE
LA PLUS GROSSE
déduction fiscale !!!

QUAND **SEXISME** ET HUMOUR NE FONT PAS BON **MÉNAGE**....

« Calmez-vous madame, ça va bien se passer »... Vous avez dit sexiste ? Non, simplement drôle, un peu trop incisif peut-être de la part de notre délicat ministre de l'Intérieur. Méprisant, alors ? Une simple blague potache qui aura été mal comprise... La malheureuse journaliste devait avoir ses règles...

D'après le [rapport sur l'état des lieux](#) du sexisme du Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, **99 % des femmes déclarent avoir déjà été victimes d'un acte ou commentaire sexiste** (pour une synthèse faite par Sud Educ, voir [ici](#)). Le sexisme a ceci de surnois qu'il réduit souvent les femmes à leur corps, les humilie insidieusement et en pousse certaines à modifier leur comportement, leur façon d'être ou de faire.

L'humour est une soupape formidable, la banalisation et la tolérance des blagues sexistes, de manifestation anodine en apparence, est une lâcheté qui finit par enserrer les femmes ou les minorités (sexuelles, de genre...) au sein d'un groupe opprimé par un autre, souvent masculin et dominant. **L'humour sexiste légitime les inégalités, les violences et renforce les stéréotypes et l'entre-soi masculin.**

Les conséquences insidieuses sur nombre d'entre nous (les femmes) doivent forcer chacun à s'interroger sur ses pratiques, ses façons d'être, de faire, ce qu'il laisse faire ou dire par facilité ou lâcheté.

Alors fuck les mâles alpha, rengainez bites et couteaux !

SUD éducation revendique une véritable éducation à l'égalité contre les stéréotypes racistes et sexistes.



Mon corps, mes choix, ta gueule !

8 mars : grève féministe !

Parce que nous sommes celles qu'on invisibilise en permanence, dans les emplois du soin, de la santé, de l'éducation, du nettoyage, du commerce, sous-payées, peu ou pas reconnues,

Parce que nous sommes toujours celles qu'on contraint aux jobs à temps partiels, qui subissent de plein fouet la précarité, le chômage,

Parce que nous sommes toujours payées 25% de moins que les hommes, que nos pensions sont de 40 % inférieures... et encore à gérer très majoritairement l'éducation et les tâches domestiques !

Parce que dans notre vie nous serons une sur quatre à subir du harcèlement sexuel au travail, 100 % à subir du harcèlement de rue, des milliers chaque année à subir des viols ou des agressions sexuelles, des centaines à risquer la mort par violences conjugales.

Parce que nous cumulons les discriminations, de genre, de classe, de race, et lesbo,-bi- transphobes,

Parce que nous sommes celles qui subissons le plus de violences en étant réfugiées, sans-papiers..

ELLE SE RECONNAÎT DANS UN TEXTE **SATIRIQUE...** **OUTRAGÉ, LE ROQUET DE LA FABLE PORTE PLAINTÉ !**

Malgré une rentrée on ne peut plus catastrophique (merci Jean-Mich pour ce nouveau protocole !), le rectorat de Créteil trouve le temps de convoquer un camarade de SUD éduc 93 : celui-ci a eu l'effronterie de dénoncer la mascarade des [formations sur la laïcité](#), qui se sont déroulées à l'automne dans des lycées du 93. Au cours d'une formation intitulée « Laïcité et valeurs de la République », les collègues du lycée Marcelin Berthelot de Pantin s'étaient entendu dire (entre autres délires, qui concernaient surtout, comme par hasard, la tenue des lycéennes) que « **le recteur fait des descentes dans les établissements, il prend en photo les filles voilées** [NDR : fétichisme ou [stalking](#) ?] et il convoque » - ce qui n'avait pas manqué de provoquer de vives réactions (souvenirs, souvenirs : ça n'est pas sans nous rappeler les propos indignes qu'avait tenus [une IG de philosophie venue en croisade](#) dans l'académie).

Pour dénoncer cette formation, les représentants des personnels enseignants et d'éducation ont alors rédigé une **motion collective sous la forme d'une fable**, « Le Serpent et le Roquet » :

*« Laissez-nous vous conter la bien étrange fable,
Dont nous devons chercher, depuis lors la morale [...].
Présents parce qu'obligés un matin de novembre,
Les collègues d'un lycée venus la messe entendre,
Furent surpris pour le moins du discours entendu.[...]
[Le texte intégral de l'objet du délit peut être trouvé [ici](#)]*

**FACE A LA RÉPRESSION
Concours de fables !**

C'est à un camarade de SUD éduc 93 qu'a échu l'insigne honneur d'en donner lecture au Conseil d'administration, provoquant la fureur du chef d'établissement, qui a quitté le CA en hurlant et en lui intimant l'ordre de se taire... La semaine avant les vacances de fin d'année, notre camarade a reçu une **convocation au rectorat**, pour le vendredi 17 décembre, sans objet et hors de son temps de travail : il ne s'y est donc pas rendu. Dès le lundi de la rentrée, il reçoit une nouvelle convocation pour le vendredi 7 janvier, où il se rend cette fois-ci (accompagné d'un [comité de soutien](#)), et **dont il ne ressort pas grand-chose**. Les inspectrices qui animaient la formation se disent très affectées. Mais depuis, elles s'expriment dans les [médias](#) pour charger les collègues qui avaient manifesté leur désaccord avec la formation dispensée... **Et l'une d'elle aurait même porté plainte pour outrage, après s'être reconnue dans un passage de la fable décrivant un « roquet aboyant, la langue fielleuse » !** Notre camarade n'a en tout cas pour l'instant rien reçu. Et un [concours de fables](#) a même été organisé dans les établissements du 93 : un beau moment de poésie en perspective !

JEAN-MICHEL A-T-IL SES RÈGLES ?

Notre [ministre](#) et [ses acolytes](#) auraient-ils [une dent contre SUD éducation](#) en général, et contre [SUD éduc 93](#) en particulier ? On se rappelle « l'affaire » du [stage antiraciste](#) organisé en 2017 par nos camarades de Seine-Saint-Denis : déjà en [vacances](#) à [Ibiza](#), **Jean-Mich avait porté plainte** contre SUD éduc 93 pour «**discrimination** » et « **exploitation des personnes vulnérables** » (!?) ; pas de chance, **cette plainte**, qui visait l'organisation de deux ateliers en non-mixité choisie au cours du stage, a été [classée sans suite](#). On se souvient aussi des [mesures disciplinaires prises contre notre camarade Hélène](#), mutée d'office à la rentrée des vacances d'hiver, sur la base d'un [dossier vide](#), ou contre nos [camarades du collège République à Bobigny](#)...



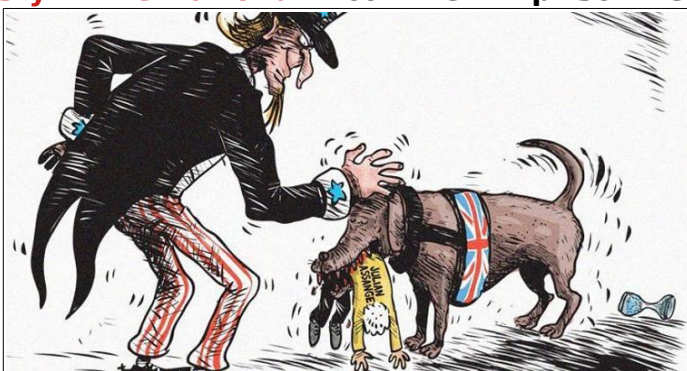
CHOISIS TON **CAMP**, CAMARADE !

C'est important, la liberté d'expression, des gens se sont battus, sont morts pour elle. Et c'est encore le cas aujourd'hui. Quand on pense qu'un chef d'état (appelons-le Poutine) a cherché à exécuter un journaliste pour avoir révélé les malversations et actes délictueux commis dans son pays ou à l'étranger, bref, pour avoir fait son métier, on se dit qu'il y a encore du pain sur la planche.

Certes, ce journaliste - appelons-le **Navalny** - peut avoir un passé trouble, xénophobe, et avoir tenu des propos racistes : « J'ai regardé les statistiques. Savez-vous que près de 50 % des crimes et délits sont commis par des étrangers ? » ; « Tout ce qui nous dérange doit être soigneusement mais implacablement enlevé par la déportation... » (encore une belle vidéo ici) ; **raison pour laquelle il n'a plus été reconnu pendant longtemps par Amnesty International comme « prisonnier d'opinion »**. Il n'empêche que les journalistes du « monde libre » ne se privent pas de vanter son courage, son opiniâtreté face aux pourfendeurs de la liberté d'expression : un véritable lanceur d'alerte.

A lire tous ces propos quasi unanimes, **on en oublierait presque un autre journaliste, le plus primé du XXIème siècle**, élu personnalité de l'année par différents journaux peu

avant son arrestation, qui n'est plus libre de ses mouvements depuis maintenant onze ans : **Julian Assange**. Comme Navalny, il s'est attaqué à un état puissant, comme lui il est emprisonné - en détention arbitraire selon les experts de l'ONU (actuellement en prison de haute sécurité en Angleterre, il risque 175 ans d'emprisonnement s'il est extradé aux USA). Et Julian Assange a lui aussi été en danger de mort : eh oui, **la CIA a projeté un temps de l'assassiner** (voir ici ou là)... Le saviez-vous ? **Combien de gens ont eu cette info ? En avez-vous autant entendu parler** que pour Navalny ? Il a pourtant révélé, bien plus que ce dernier, le dessous des cartes, **les atrocités, les manipulations et crimes de l'État le plus puissant du monde**, en temps de guerre comme en temps de paix, et divulgué l'**espionnage massif** que subissaient les citoyens américains ainsi que les dirigeants, nos chefs d'état en tête.



Mais Assange a quand même de gros défauts : il fait partie du monde « libre », et s'est attaqué à une grande « démocratie » : les USA. Il subit depuis un **traitement médiatique bien différent de celui de Navalny** : on parle beaucoup moins de lui, et quand on le fait, on signale souvent qu'il est « controversé », « contesté » car il a été mis en accusation pour « délits sexuels » en Suède. Comment savoir la vérité ? Ça tombait mal en tout cas, c'était **pile juste après avoir révélé 77 000**

documents sur les faits de guerre de l'armée américaine en Afghanistan...

Il le paye cher, très cher, son boulot de journaliste : les États-Unis, comme lui, ont bien compris que **l'information est la clé de la guerre moderne**, et font clairement savoir aux lanceurs d'alerte qu'**informer, c'est bien, mais**

seulement sur « l'Empire du Mal », comme disait Reagan.

L'asile politique lui a été refusé par l'Assemblée nationale le 4 février dernier. Peut-être l'amorce d'un début de commencement de frémissement féministe dans la majorité présidentielle ?

Signez ici la **pétition d'Amnesty International** demandant l'abandon des accusations contre Julian Assange.
Une émission radio pour approfondir le sujet.

QUAND LE SAGE MONTRE LA LUNE... BLANQUER LUI FAIT UN DOIGT !

Le ministre de l'Éducation nationale s'est retrouvé légitimement dans la tourmente médiatique suite à une accumulation de bourdes dont le dénominateur commun est son irrespect pour les personnels du service public d'éducation, les élèves et leurs parents.

Un protocole de rentrée fantaisiste, inapplicable, décidé la veille de la rentrée et diffusé via un article publié sur un média privé accessible aux seuls abonnés ou payant.

Je ne puis qu'avoir une pensée émue pour mon ancien proviseur d'un lycée du sud. Lui qui nous répétait que Blanquer était « le meilleur ministre que l'EN ait jamais eu ». Je l'imagine passer ses derniers jours de vacances à rafraîchir frénétiquement sa boîte mail professionnelle, en vain.... Peut-être a-t-il appelé radio Freedom pour signaler la disparition de son idole ou déclenché une alerte enlèvement ? Philippe A., si tu me lis....

La réalité est têtue : comme tous ses collègues proviseurs, directeurs d'école, principaux de collèges, ou présidents d'université, il n'a disposé des informations relatives aux **nouveaux protocoles** que **quelques heures avant la rentrée des classes**.

Ce qui reste dérangeant dans l'overdose d'informations en continu où un scandale en chasse un autre, c'est toujours ce qui va en rester : « Blanquer a fait preuve de légèreté », « le symbole est maladroit », mais aussi « un ministre a bien le droit de prendre des vacances » ; « il n'a cessé de travailler à distance », « Ibiza ce n'est pas pareil l'hiver ».

Même le mot désinvolture est mièvre et ridicule. Pour le coup, M. le ministre de l'Éducation nationale **a craché au visage de toutes les communautés scolaires du pays** et plus violemment encore à celui de ce pauvre Philippe A. qui n'avait rien vu venir.... Quelle injustice !

Comme pour l'affaire des homards de F. de Rugy, **on ne retient qu'une partie de l'information** qui n'est pourtant que son corollaire.

Souvenons-nous : ce qui était le plus scandaleux n'était pas que de Rugy serve des homards aux frais de la République. **C'était qu'un ministre de l'écologie organise des dîners somptueux non mentionnés à son agenda réunissant des lobbyistes du pétrole et du gaz, des leaders des grands groupes exploitant les énergies fossiles et ceux des multinationales du bâtiment.** Recevoir comme des princes à la table de la République les **principaux émetteurs de CO₂**, en secret, **quand on a pour mandat de défendre l'environnement et de lutter contre le réchauffement climatique, le tout avec notre argent**, c'est puissant, non ?

Ce qui est scandaleux, ce n'est pas que Blanquer aille à Ibiza (ce qu'avaient prévu [les Simpson!](#)) mais qu'il le dissimule (l'article était accompagné par une photo de lui dans son bureau du ministère et *Le Parisien* était resté muet sur les conditions de l'interview) ; qu'il réserve l'exclusivité de ces informations essentielles et extrêmement tardives, attendues par toute la communauté scolaire, à un journal privé et payant.

Ce qui est scandaleux avec Blanquer ? c'est qu'il ait tenté de **téléguider un faux syndicat lycéen** (Avenir Lycéen) pour contrer les vraies organisations lycéennes et servir sa politique mortifère. Là encore avec une dilapidation d'argent public indûment distribué (65 000 euros).



Ce qui est scandaleux avec Blanquer, c'est **son bilan à la tête de l'EN** et sa longévité. Dès 2019, un syndicat des inspecteurs écrivait pourtant à Macron pour dénoncer les **dérives inégalitaires de sa politique, inédit !**

Ce qui est scandaleux avec Blanquer, c'est que sa compagne, journaliste, ait pu animer un débat dont le sujet était son séjour à Ibiza **suite aux révélations de Mediapart**, sans jamais informer les téléspectateurs de sa proximité avec le ministre. A moins qu'en grande et courageuse journaliste d'investigation, elle se soit infiltrée au plus près de lui ? Dès lors, pourquoi n'avoir pas fait bénéficier l'opinion publique de ses informations de première main ? Éthique quand tu nous tiens... Entre deux débats et quelques polémiques, entre deux manifestations massives des personnels de l'EN, ils ont trouvé le temps de convoler en justes noces...

Dans un prochain article, nous détaillerons comment il est devenu le **ministre de l'inégalité des chances** du primaire jusqu'au supérieur, avec une opiniâtreté qui ne laisse aucune place au hasard ni même aux coïncidences.

Il s'est appliqué à émietter, atomiser, localiser, verticaliser, diviser, mettre en concurrence, **sur fond de coupes budgétaires, de mépris, de refus du dialogue et de mensonges**. Sans oublier les **dégradations des conditions de travail, le développement de la précarité et l'autoritarisme**.

Que notre ministre marche dans les pas de David Guetta hors saison nous importe peu, **qu'il détruise les valeurs républicaines** qui nous ont fait nous engager dans ce métier et qui fondent notre motivation à œuvrer quotidiennement **pour un service public d'éducation égalitaire et national sur tout le territoire**, ça c'est inacceptable.



Les enseignants n'ont « pas fait grève contre un virus » à l'origine non établie, responsable d'une pandémie mondiale mais contre un poison incarné par Blanquer : **le virus néolibéral**. Un virus qui voudrait nous faire croire qu'on peut faire mieux avec toujours moins de moyens, un virus qui s'accompagne de postulats, d'éléments de langage, d'une novlangue spécifique, de déclarations fracassantes (mais sans aucun risque)

contre le « pédagogisme », « l'islamo-gauchisme », « le wokisme » ; autant de concepts indéfinissables qui flattent les détracteurs de droite d'un système éducatif qui se voudrait égalitaire. L'information en continu s'en empare, **Blanquer fait parler de lui et les vrais problèmes de son bilan à la tête de l'Éducation nationale sont mis sous le tapis**.

A terme, **la politique de Blanquer**, comme celle de ses prédécesseurs, **vise à démanteler et affaiblir, faire disparaître toute unité et tout sens de l'intérêt général**. Comme cela s'est déjà produit dans d'autres entreprises publiques (France Télécom, la Poste, la SNCF), plus personne n'y comprend rien, les démissions, les burn-out, les suicides et la crise des vocations n'ont jamais été aussi élevés, **dans l'indifférence quasi générale**. Nous verrons qu'il s'agit, au fil des restrictions budgétaires, de livrer aux appétits capitalistes et fluctuations boursières les domaines désertés par la solidarité nationale et l'égalité républicaine (santé, école, retraites, cf. le scandale des EHPAD). Il s'agit de mettre notre pays en conformité avec les **accords de Marrakech** signés par la France (l'AGCS) et voulus par l'Organisation Mondiale du Commerce. Les pays signataires sont contraints de **retirer le monopole de l'Etat sur les transports, l'eau, l'électricité, la santé, la poste et l'éducation**. Ces services



doivent s'ouvrir à la concurrence, donc en ce qui nous concerne, aux formations privées et payantes à tous les degrés. Des formations payantes qui, le plus souvent, délivrent elles-mêmes leurs "diplômes" ; gageons que l'éthique et l'équité seront toujours respectées...

Ce processus est malheureusement bien engagé, la pandémie et Jean-Mimi n'ont fait que l'accélérer.

Blanquer peut bien passer ses vacances à Ibiza, y manger des homards et surtout puisse-t-il y rester !

Sans la proximité des élections, il aurait certainement été démissionné comme de Rugy et remplacé par une autre personne poursuivant la même politique, les différences résidant seulement dans la forme mais jamais dans le fond.

Efforçons-nous de montrer la lune mais n'oublions pas qu'il nous a adressé un gros doigt.

* * *

KULTUR

David Graeber et David Wengrow, *Au commencement était...* - Une nouvelle histoire de l'humanité (Les liens qui libèrent, 2021).

Vous connaissez « l'argument de l'échelle » ? Il consiste à affirmer que l'État (ou en tout cas une forme de pouvoir coercitif centralisé) est une fatalité dès que les groupes dépassent un certain seuil démographique (Clastres le situait aux alentours du millier d'individus, d'autres descendent la barre à 150, le « nombre de Dunbar »). C'est une manière de clouer le bec aux anarchistes : « des sociétés sans État, ça a peut-être existé il y a hyper longtemps quand on vivait tous tout nus en petites bandes de chasseurs-cueilleurs, mais maintenant, tout ça, c'est fini, alors faut arrêter de rêver... T'imagines, une ville sans flic ? Ce serait le chaos ! La loi de la jungle ! Tout le monde ferait n'importe quoi ! » etc. L'idée, c'est que les mécanismes collectifs de régulation des comportements qui fonctionnent très bien dans les petits groupes ne marcheraient plus dans des sociétés plus nombreuses. C'est très intuitif : pour prendre un exemple entièrement fictif, pourquoi le fêtard indélicat qui pisse sans vergogne sur un mur en pleine rue à la sortie d'un bar

Pour une réflexion saine
Ne confondez plus

Anarchie
Absence de **chefs**

Anomie
Absence de **règles**

dans une grande ville le samedi soir ne se soulage-t-il (généralement) pas sur le parking de son lycée quand il arrive pour faire cours aux T6 le lundi matin ? Sans doute parce que le lundi matin, il a bu moins de bière, mais pas que : c'est aussi qu'il ne se permettrait pas de faire ça aux vu et au su de ses élèves, de ses collègues, de sa hiérarchie... bref, de tous ces gens qu'il connaît, et dont le regard aurait un effet inhibant. **C'est parce qu'il est si intuitif que l'argument est si convaincant. N'empêche qu'il est faux.** Et c'est tout l'intérêt du bouquin de Graeber et Wengrow que de réfuter ce genre de pseudo-évidences, d'autant plus nocives qu'elles bloquent toute tentative pour imaginer d'autres formes d'organisation des collectifs que les **systèmes hiérarchiques**. L'objet est un pavé imposant (700 et quelques pages, dont pas loin de 70 de biblio...) et son titre peut sembler assez mégalomanie. Mais dès les premières pages, le ton est donné, simple, décontracté et pas pédant, et on sait qu'on a entre les mains un bouquin qu'on ne lâchera pas avant de l'avoir fini (et tant pis pour la rentrée !), parce qu'on a là une invitation réjouissante à **renouer avec l'expérimentation sociale et politique**. Indispensable !

UN PEU D'HUMOUR EN ATTENDANT LES ÉLECTIONS PESTILENTIELLES...

(sans faire de politique, bien entendu)

Tu es en démocratie, ton avis compte, alors **vote pour ton image préférée**, et *si tu réponds bien*, gagne un Sudkifo Collector avec plein d'images partout que tu pourras coller sur ton casier et celui de tes collègues ou chefs préférés !

